

# Aide au développement : mesurer l'efficacité par les faits

Accroître l'efficacité de la coopération au développement est possible. Il faut d'abord que les interventions fassent l'objet d'une analyse professionnelle. Il est également important que les organisations se spécialisent et coordonnent leurs activités. *Isabel Günther*

**Abrégé** La multiplication des objectifs de développement adoptés par les Nations Unies et la limitation des ressources invitent à se pencher très attentivement sur l'efficacité de l'aide apportée dans ce domaine. L'évaluation générale de la coopération au développement – comprise comme un instrument d'éradication de la pauvreté – est non seulement de peu d'utilité, mais aussi impossible pour des raisons méthodologiques. Il est, en revanche, envisageable d'analyser l'impact de certaines mesures politiques ou de tirer davantage profit des connaissances dont nous disposons pour les mettre au service de la réduction de la pauvreté. Il sera alors possible d'encourager les projets prometteurs, d'identifier les potentiels d'amélioration et d'éviter les échecs. Cette quête de l'efficacité met les parties prenantes au défi : les organisations de développement doivent se spécialiser, la politique suisse gagner en cohérence et l'opinion publique apprendre à tolérer les erreurs.

**E**n adoptant l'Agenda 2030 l'an passé, l'ONU a multiplié les buts à atteindre en matière de développement : les 17 Objectifs de développement durable (ODD) et leurs 169 cibles se substituent aux huit Objectifs du Millénaire. Pratiquement au même moment, certains pays, dont la Suisse, réduisaient le budget de leur aide au développement. Comment concilier ces tendances contraires ? Comment faire plus avec moins ? Indéniablement, le manque de ressources oblige à investir les fonds de façon efficiente et à pratiquer une coopération efficace.

Pour évaluer cette efficacité, il n'est pas nécessaire de connaître le degré de réalisation des projets, ni de s'assurer que chaque centime versé parvienne aux pauvres. L'essentiel est de savoir

dans quelle mesure ce centime améliore durablement leurs conditions de vie (voir *encadré*).

Ces 25 dernières années, la pauvreté s'est réduite de moitié dans le monde. Les analyses macroéconomiques ne permettent pas d'estimer avec exactitude l'apport de la coopération au développement à cette réussite<sup>1</sup>. Néanmoins, de nombreuses études scientifiques montrent que certaines interventions ont effectivement amélioré les conditions de vie des bénéficiaires dans des contextes divers<sup>2</sup>. En dépit des grands progrès accomplis, la lutte contre la pauvreté et les inégalités demeurent des défis pour l'avenir.

## Apprendre à l'aide de méthodes scientifiques

Comment accroître l'efficacité ? En tirant mieux les leçons des succès et des échecs de la coopération au développement. Il est en effet grand temps d'abandonner un débat dépassé – l'aide au développement est-elle efficace ? – pour en lancer un nouveau : quelles modalités de la coopération sont efficaces dans un contexte déterminé ? Identifier les interventions utiles à l'aide de méthodes scientifiques reconnues<sup>3</sup> n'est pas seulement dans l'intérêt des partisans de l'aide au développement (soit neuf Suisses sur dix)<sup>4</sup>, mais cela répond aussi aux exigences de ses détracteurs.

## Études d'impact

Les études d'impact menées dans le domaine de la coopération au développement mesurent la variation des conditions de vie de la population (individus, ménages, villages ou entreprises), qui peut être directement imputée à un projet ou à une mesure politique. Elles entendent répondre à la

question suivante : quelle serait la situation si aucune intervention n'avait eu lieu ? Le problème méthodologique qu'elles posent réside dans le fait qu'il est impossible d'observer la même personne avec ou sans intervention. Pour cette raison, les évaluateurs créent un groupe de contrôle le plus proche

possible de la population bénéficiaire du projet analysé, en choisissant correctement la taille de l'échantillon et en appliquant diverses méthodes, de nature statistique pour la plupart.

1 Arndt, Jones et Tarp (2015).  
2 Voir la base de données « Impact Evaluations » de l'organisation non gouvernementale 3ie sur le site [www.3ieimpact.org](http://www.3ieimpact.org)  
3 Angrist et Pischke (2014).  
4 GFS (2014).





APA, MENSCHEN FÜR MENSCHEN, KEYSTONE

La complexité de la lutte contre la pauvreté ne devrait pas nous empêcher de rechercher des mécanismes permettant de mieux aborder les défis qui lui sont liés. À cette fin, il faut tirer parti des connaissances à notre disposition, identifier les lacunes, puis les combler. La coopération au développement doit, autant que possible, se fonder sur des faits et non sur des opinions.

Cette approche ne signifie pas qu'il s'agit d'évaluer chaque projet ou programme de coopération, ni que chaque initiative crée son propre cimetière de données. Il faut, en effet, avoir le temps et la capacité d'analyser les données recueillies et d'exploiter les conclusions qui en sont tirées. Les études sur l'impact de l'aide au développement ne doivent pas avoir pour seul but la reddition des comptes de chaque organisation, mais plutôt une amélioration

La réduction de la pauvreté demeure un défi. Des travailleurs humanitaires distribuent des denrées alimentaires en Éthiopie.

continue des programmes de développement, dans l'esprit d'André Gide: «Croyez ceux qui cherchent la vérité, doutez de ceux qui la trouvent.»

Les connaissances utiles à la politique du développement ne devraient pas rester confinées dans l'organisation qui les génère, mais être partagées avec les autres institutions. Autrement dit, l'avenir de la coopération au développement passe par une mutualisation renforcée des connaissances relatives à la lutte contre la pauvreté<sup>5</sup>. Leur utilisation doit suivre le même chemin.

### Être honnête quant aux défis à relever

La communauté internationale demande désormais à la coopération au développement non

<sup>5</sup> Levine et Savedoff (2015).





Les évaluations permettent d'améliorer les projets de développement. Une experte en agronomie conseille un paysan en Équateur.

seulement de contribuer à la réduction de la pauvreté, mais aussi, selon l'Agenda 2030, de s'attaquer à d'autres problèmes mondiaux (comme le changement climatique et la sécurité). Il est incontestable que l'amélioration des conditions de vie sur l'ensemble de la planète appelle un développement non seulement économique, mais aussi social, politique et écologique, ainsi qu'une approche globale. Comment ferons-nous, cependant, pour relever tous ces défis avec les seuls instruments de l'aide au développement, alors que le budget de celle-ci se réduit ? La coopération n'est pas la solution à tous les problèmes du monde.

Alliance Sud, la communauté de travail des œuvres d'entraide suisses, a publié l'an dernier un livre intitulé *Au-delà de la confusion du monde*<sup>6</sup>. En matière de coopération au développement, mon vœu serait d'opposer à cette confusion une nouvelle honnêteté. D'innombrables études<sup>7</sup> nous ont, en effet, permis de réunir ces dernières années une profusion d'informations sur les interventions qui réussissent et sur celles qui échouent. Nous devons adopter une politique de communication et de discussion plus franche, tant sur les succès que sur les échecs, sans pour autant remettre à chaque fois en question notre

devoir humanitaire envers le milliard de personnes pauvres<sup>8</sup>. C'est à ce prix que nous pourrions apprendre et identifier les améliorations possibles.

Nous devons aussi communiquer plus ouvertement sur les objectifs susceptibles d'être remplis avec des ressources limitées, soit avec les quelque 3,5 milliards de francs que représente l'aide publique et privée suisse au développement<sup>9</sup>. L'honnêteté est également de mise pour les questions qui attendent toujours une réponse. En effet, nous n'avons pas (encore) de solutions adéquates à de nombreux problèmes apparemment simples, comme l'approvisionnement durable en eau potable des zones rurales à un coût acceptable. Nous devons aussi admettre que, pour des raisons méthodologiques, il n'est pas possible d'évaluer l'efficacité de tous les programmes et projets de développement.

## Renforcer les compétences clés

Apprendre en permanence est indispensable pour utiliser au mieux les fonds alloués au développement, ce qui exige une spécialisation. Aucune organisation ne peut en effet maîtriser tous

6 Alliance Sud (2015).  
7 3ieimpact.org.  
8 Pauvreté - Vue d'ensemble sur le site [www.banque.mondiale.org](http://www.banque.mondiale.org)  
9 DDC, Chiffres et faits.



les domaines de la coopération. La formulation des 169 cibles de l'Agenda 2030 – où l'éradication de la faim (cible 2.1) côtoie, par exemple, le développement du tourisme durable (cible 8.9) – comporte par ailleurs un risque : celui de perdre de vue l'objectif qui est de lutter contre la pauvreté et les inégalités dans le monde.

La vision panoramique adoptée par l'Agenda 2030 fait certes justice à la complexité du développement et de la coopération, mais l'heure est au recentrage. Les organisations ne doivent pas voir dans cette initiative un catalogue d'objectifs, mais uniquement le cadre normatif nécessaire à un avenir digne d'être vécu, auquel chacune d'entre elles pourra apporter sa pierre.

La spécialisation permet aux organisations de se professionnaliser, afin de garantir l'affectation efficace de leurs fonds, tout en prenant davantage leurs responsabilités envers les programmes qu'elles réalisent. Elle est nécessaire aussi pour éviter que les fonds destinés à la coopération au développement soient affectés à d'autres buts, comme la lutte contre le réchauffement climatique, qui disposent de leurs propres budgets.

## Assurer la cohérence des politiques de développement

Pour améliorer l'efficacité de la coopération au développement, il faut mieux coordonner les divers domaines politiques, notamment ceux qui concernent les finances et le commerce. En effet, si la coopération est bel et bien une pièce maîtresse de la réduction de la pauvreté, elle n'est

pas la seule. Mentionnons à titre d'exemple les flux financiers illicites en provenance des pays en développement, qui sont dix fois plus importants que l'aide<sup>10</sup>.

Eu égard au caractère irréconciliable des intérêts et des objectifs des divers acteurs, la cohérence absolue des politiques est une utopie. Il n'en reste pas moins qu'améliorer leur coordination et celle de la coopération, en pesant correctement les intérêts en présence, peut accroître l'efficacité de l'aide suisse au développement.

L'amélioration de la cohérence permet non seulement de mieux coordonner la politique suisse de développement, mais aussi de répartir plus judicieusement le travail, afin de mettre toute la palette d'instruments et de ressources au service des objectifs mondiaux. Les organisations d'aide peuvent ainsi veiller à ce que d'autres domaines politiques prennent davantage en compte les objectifs économiques, sociaux et politiques du développement.

---

**La coopération n'est pas la solution à tous les problèmes du monde.**

<sup>10</sup> Kar et Spanjers (2014).



**Isabel Günther**

Professeure d'économie du développement, direction du Nadel, Centre d'études du développement et de la coopération à l'EPF Zurich

## Bibliographie

Alliance Sud, *Au-delà de la confusion du monde*, Lausanne, 2015.

Angrist Joshua et Pischke Jörn-Steffen, *Mastering Metrics: The Path from Cause to Effect*, Woodstock, 2014, Princeton University Press.

Channing Arndt, Jones Sam et Tarp Finn, « Assessing Foreign Aid's Long-Run Contribution to Growth and Development », *World Development*, 69, 2015, pp. 6-18.

GFS, Monitorstudie *Entwicklungszusammenarbeit* 2014, étude réalisée pour le compte de la Direction du développement et de la coopération (DDC), Berne, 2014.

Kar Dev et Spanjers Joseph, *Illicit Financial Flows from Developing Countries: 2003-2012*, Global Financial Integrity, 2014.

Levine Ruth et Savedoff William, *The Future of Aid: Building Knowledge Collectively*, Center for Global Development Policy Paper, 050, 2015.

Sites Internet :

[3ieimpact.org/en/evidence/impact-evaluations](http://3ieimpact.org/en/evidence/impact-evaluations).

[Eda.admin.ch/deza/fr/home/aktivitaeten\\_projekte/zahlen\\_und\\_statistiken.html.ch](http://Eda.admin.ch/deza/fr/home/aktivitaeten_projekte/zahlen_und_statistiken.html.ch).

[Banquemonddiale.org/fr/topic/poverty/overview](http://Banquemonddiale.org/fr/topic/poverty/overview).